



## **HOSPICES CIVILS DE LYON**

**Etablissement support du GHT Val Rhône Centre**

**Direction des Achats**

45 rue Villon CS 48283

69373 LYON CEDEX 08

---

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

### **C.C.A.P.**

---

### **ACCORD CADRE DE TRAVAUX POUR L'HOPITAL RENEE SABRAN N° T25\_4003**

**LOT 1 : MAÇONNERIE**  
**LOT 2 : CFO CFA**  
**LOT 3 : PLATERIE PEINTURE**  
**LOT 4 : MENUISERIE AGENCEMENT**  
**LOT 5 : SERRURERIE**

Marché public de travaux

Classe 2- Classe 6

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	1 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

## SOMMAIRE

1.	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.1.	Objet des accords-cadres .....	4
1.2.	Allotissement.....	4
1.3.	Forme des accords-cadres .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.4.	Durée des accords-cadres .....	5
1.5.	Prestations similaires .....	5
1.6.	Travaux hors périmètre.....	5
1.7.	Maîtrise d'œuvre.....	5
1.8.	Sécurité et prévention de la santé.....	6
1.8.1.	Travaux nécessitant la mise en place de coordination SPS .....	6
1.9.	Contrôleur technique .....	6
2.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	6
2.1.	Pièces particulières .....	6
2.2.	Pièces générales.....	7
3.	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RELÈGEMENTS DANS LES COMPTES.....	7
3.1.	Dépenses communes de chantier .....	7
3.2.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie .....	7
3.2.1.	Modalités d'établissement des prix.....	7
3.2.2.	Travaux prévus au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) .....	8
3.2.3.	Travaux non prévus au BPU.....	8
3.3.	Modalités d'application des rabais .....	8
3.3.1.	Rabais R sur bon de commande .....	8
3.3.2.	Remise Ra sur chiffre d'affaires annuel .....	9
3.4.	Modalités de règlement des comptes - Facturation .....	9
3.5.	Variation des prix.....	10
3.5.1.	Type de variation des prix.....	10
3.5.2.	Index de référence.....	11
3.5.3.	Mois de référence .....	11
3.5.4.	Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée.....	11
3.6.	Paiement des sous-traitants.....	11
3.6.1.	Désignation de sous-traitants en cours de marché .....	11
3.6.2.	Modalités de paiement direct .....	11
3.7.	Délai de paiement.....	12
4.	Délai d'exécution - Pénalités .....	12
4.1.	Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots .....	12
4.2.	Demande d'intervention– Disponibilité – Horaires de travail .....	12
4.3.	Disponibilité hors heures ouvrées .....	12
4.4.	Pénalités.....	13
5.	Clauses de financement et de sureté - Résiliation .....	14
5.1.	Retenue de garantie .....	14
5.2.	Avances.....	14
5.3.	Résiliation .....	14
5.3.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	14
5.3.2.	Mesures coercitives .....	15
6.	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits .....	15
7.	Implantation des ouvrages .....	15
8.	Préparation, coordination et exécution des travaux .....	15
8.1.	Prise en compte de l'existant .....	15
8.2.	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail – Documents techniques .....	15
8.3.	Accès au chantier – Approvisionnements .....	15
8.4.	Installation de chantier.....	15
8.5.	Dépose – évacuation de chantier .....	15
8.6.	Conditions particulières d'exécution des travaux .....	15
8.7.	Travaux non prévus .....	16
8.8.	Dégâts.....	16
8.9.	Gestion des déchets de chantier.....	16
	Voir article 2 du C.C.T.C.....	16
8.9.1.	Textes réglementaires de référence .....	16
8.9.2.	Classement des déchets .....	16
8.9.3.	Transport des déchets.....	17

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	2 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

8.9.4.	Traçabilité des déchets .....	17
8.9.5.	Obligation du Maître d'Ouvrage .....	17
8.9.6.	Obligation de l'entreprise .....	17
8.10.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	18
8.10.1.	Identification des personnels du titulaire .....	18
8.10.2.	Prévention des risques .....	18
8.10.3.	Opérations soumises aux dispositions du décret N° 92-158 du 20 février 1992 .....	19
8.10.4.	Coordination générale des mesures de prévention .....	19
8.10.5.	Obligations à respecter pendant la durée du marché .....	19
8.10.6.	Opérations soumises aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets et arrêtés d'application .....	20
9.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX .....	21
9.1.	Essais et contrôles des ouvrages .....	21
9.1.1.	Réception non formalisée .....	21
9.1.2.	Réception formalisée .....	21
9.2.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	21
9.3.	Documents fournis après exécution .....	21
9.4.	Garanties contractuelles : .....	22
10.	REUNIONS DE SUIVI .....	22
11.	ASSURANCES .....	23
11.1.	Responsabilité civile .....	23
11.2.	Responsabilité décennale .....	23
12.	CLAUSE SOCIALE .....	23
13.	RESILIATION .....	23

Préambule :

Dans le présent document, l'acheteur, au sens de l'article 2 du CCAG Travaux, est désigné « HCL » (Hospices Civils de Lyon) ou « le maître d'ouvrage » et le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « l'entreprise ».

Le représentant technique du maître de l'ouvrage est :

**Direction des Affaires Techniques des Hospices Civils de Lyon**  
**49 rue Villon – CS 98297**  
**69373 LYON CEDEX 08**

La notification au titulaire des décisions ou informations du maître d'ouvrage qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique dans l'acte d'engagement cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.**

Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG Travaux, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

## 1. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1. Objet des accords-cadres

Les présents accords-cadres portent sur des travaux d'entretien, réparation et rénovation de l'ensemble des bâtiments hospitaliers, logistiques et administratifs et infrastructures situés sur tous les sites de l'hôpital Renée SABRAN y compris les bâtiments acquis, construits ou réhabilités après l'entrée en vigueur du présent marché.

Le périmètre du marché englobe également tous les bâtiments ou locaux mis à la disposition des Hospices Civils de Lyon dans le Var.

### 1.2. Allotissement

Les travaux sont répartis en lots, chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre mono attributaire distinct.

Lot	Désignation
1	Maçonnerie
2	CFO CFA
3	Platerie Peinture
4	Menuiserie Agencement
5	Serrurerie

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	4 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

### 1.3. Forme des accords-cadres

Chaque accord-cadre est mono-attributaire, sans montant minimum et avec montant maximum de :

Lot 1 : 1 500 000€HT

Lot 2 : 600 000€HT

Lot 3 : 600 000€HT

Lot 4 : 600 000€HT

Lot 5 : 300 000€HT

L'intégralité des commandes sera passée par bons de commandes établis sur la base de bordereaux des prix unitaires.

### 1.4. Durée des accords-cadres

Le marché est conclu pour une période démarrant à compter de la date de notification du marché jusqu'au 31 décembre 2027.

Le marché pourra tacitement être reconduit deux fois pour une durée d'un an pour chaque reconduction, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur intervenant au minimum trois mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Toutefois, les commandes émises avant la date d'effet de la dénonciation ou de l'expiration du marché seront exécutables, quelles que soient les dates de démarrage et leurs durées d'exécution.

### 1.5. Prestations similaires

Sans objet

### 1.6. Travaux hors périmètre

Tous travaux que le Maître d'Ouvrage jugerait pertinent de réaliser dans le cadre d'une procédure spécifique d'attribution hors contexte contractuel ou qu'il confierait pour leur exécution aux services internes des Hospices Civils de Lyon pourront être exclus du périmètre des présents accords-cadres, sans aucun recours des titulaires.

### 1.7. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de conception et/ou d'exécution est assurée :

- Soit en interne par :

**Hospices Civils de Lyon**  
Direction des Affaires Techniques  
45 rue VILLON – CS48283  
69373 Lyon cedex 08

- Soit par un prestataire extérieur.

Dans ce cas, les titulaires concernés seront informés des coordonnées du prestataire chargé de cette mission, dès notification du bon de commande correspondant.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	5 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

## 1.8. Sécurité et prévention de la santé

### 1.8.1. Travaux nécessitant la mise en place de coordination SPS

Le cas échéant, un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est désigné par le maître d'ouvrage.

En cas de création de chantier justifiant une procédure de coordination SPS, le titulaire devra rédiger un PPSPS basé sur le PGCSPPS qui lui sera transmis par le coordonnateur SPS mandaté par les HCL.

## 1.9. Contrôleur technique

Le Maître d'Ouvrage engagera une mission de contrôle technique à ses frais, et sous sa responsabilité, quand les travaux les nécessiteront. Dans ce cas, une réception sera organisée dans les conditions décrites à l'article 9.2 du présent C.C.A.P, et l'acceptation des travaux concernés sera alors soumise à son avis.

Les frais de vérification de la stabilité des éléments provisoires et de vérification des installations électriques provisoires sont à la charge du titulaire.

## 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 et 19.1.4. Du CCAG Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité.

### 2.1. Pièces particulières

- **L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses annexes :**

- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chaque lot

- **Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :**

- Annexe 1 : Facturation HCL (Opération de travaux)

- **Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et ses annexes :**

- CCTC\_Annexe 1 réglementation

- CCTC\_Annexe 2 risques généraux

- CCTC\_Annexe 3 procédure CLIN P\_4

- CCTC\_Annexe 4 Risque amiante SS4

- CCTC\_Annexe 5\_Référentiel DAO 2020

- CCTC\_Annexe 6\_Référentiel BIM - Version 2022

- **Le cahier des Clauses Techniques particulières (CTP) par lot**

- **Le mémoire technique du titulaire**

- **Cadre des qualifications**

- **Cadre des références**

- **DC1, DC2**

- **Fiche contacts**

- **Attestations légales**

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	6 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

## 2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de remise de l'offre :

- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Autres pièces générales de références et normes en vigueur.

## 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RELÈVEMENTS DANS LES COMPTES

### 3.1. Dépenses communes de chantier

Voir article 7 du C.C.T.C.

Voir article 22 du C.C.T.C Partie 2 : Travaux de rénovation/réhabilitation programmés

### 3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

#### 3.2.1. Modalités d'établissement des prix

Le montant des bons de commande pour la réalisation des travaux demandés par le Maître d'Ouvrage sera établi comme suit.

Dès sollicitation par le Maître d'Ouvrage, l'entreprise titulaire établira une offre de prix ou devis. Ce document sera transmis au représentant légal du Maître d'Ouvrage qui sera libre d'y apporter des modifications, s'il le juge utile.

Avant remise de son offre, l'entreprise doit avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et particularités.

Cette offre de prix, éventuellement revue par le Maître d'Ouvrage, sera ensuite validée par le technicien HCL puis sera jointe au bon de commande établi par le Maître d'Ouvrage et valant démarrage des travaux selon les conditions de l'article 4.1.1 du présent CCAP.

Le contenu des prix est défini à l'article 10.1 du CCAG. Travaux et comprend notamment :

- Les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de différents travaux
- Les frais d'encadrement (Chef d'Equipe, Conducteur de Travaux, ...), sauf stipulations contraires
- Les frais de métrés
- Les frais d'études d'exécution
- Les frais de recherche de fournitures ou matériaux sur catalogue et présentation d'échantillons
- Les frais relatifs à la gestion des déchets développée à l'article 8.10 au présent CCAP
- Les dépenses communes de chantier, mentionnées à l'article 3.1 au présent CCAP
- La préparation du chantier, dont notamment :
  - La prise de rendez-vous avec les occupants des locaux, le cas échéant
  - L'analyse et l'intégration éventuelle de documents techniques existants
  - La récupération et le retour des moyens d'accès aux lieux d'intervention
- Les frais relatifs à l'application soit du décret 92-158 soit de la loi 93-1418
- Les frais de déplacement, hébergement...

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	7 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

Les prix sont déterminés à partir des Bordereaux de Prix Unitaires révisés et de l'application éventuelle des coefficients en site occupé, de remise sur catalogues ou de peines et soins.

Les prix des BPU sont des prix maximums : lors de commandes de prestations prévues au BPU, le titulaire aura la faculté le cas échéant de proposer en sus des rabais contractuels, des rabais commerciaux sur les prix indiqués au bordereau.

Les coefficients en site occupé, les remises sur catalogues fabricants, les tarifs horaires de main d'œuvre ou les coefficients de peines et soins décrits ci-dessous et sont fixés dans le BPU de chaque lot.

### **3.2.2. Travaux prévus au Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**

L'offre de prix du titulaire indiquera clairement : le N° article, le prix unitaire HT du Bordereau de Prix Unitaires, les quantités commandées et le cas échéant, le coefficient appliqué aux prestations réalisées dans un local occupé.

Les prix des BPU sont des prix maximums : lors de commandes de prestations prévues au BPU, le titulaire aura la faculté le cas échéant de proposer en sus des rabais contractuels, des rabais commerciaux sur les prix indiqués au bordereau.

### **3.2.3. Travaux non prévus au BPU**

Ces travaux non prévus au bordereau font l'objet d'un devis détaillé basé sur la somme de :

- Un prix de fourniture, justifié, soit par une facture du fournisseur auquel est appliqué un coefficient dit de « peines et soins » soit par un prix catalogue d'un fournisseur auquel est appliqué un coefficient de remise sur prix catalogue ;
- Un prix de mise en œuvre basé sur l'utilisation de prix horaire de main d'œuvre, pour la durée réelle de la mise en œuvre.

Le coefficient de peine et soins est applicable à la fois pour les matériaux, matières premières et objets fabriqués pour des travaux non prévus au bordereau et sans référence à un tarif public fabricant ou catalogue fabricant, ainsi que pour les travaux non prévus au BPU et sous traités à un tiers.

Ce coefficient est obligatoirement inférieur ou égal à 1,20.

Pour les travaux et fournitures sur coefficient de peines et soins, l'offre de prix du fournisseur comprendra : le nom du fabricant, le prix unitaire HT établi pour les HCL, le coefficient de peines et soins, les quantités commandées et copie du devis ou facture pro forma pour les fournitures dont le prix unitaire d'achat est supérieur à 500 € HT.

Pour les travaux avec fournitures sur tarif public constructeur ou fabricant, l'offre de prix du fournisseur indiquera : le nom du fournisseur ou du catalogue, la référence de l'article, le prix public HT en vigueur au moment de la commande, le coefficient de remise sur tarif public, le prix unitaire HT HCL et les quantités commandées. Le tarif du catalogue joint est celui applicable lors du passage de la commande.

## **3.3. Modalités d'application des rabais**

### **3.3.1. Rabais R sur bon de commande**

Sans Objet.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	8 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------



### 3.3.2. Remise Ra sur chiffre d'affaires annuel

Le rabais Ra est fixé à 5%.

Cette remise sur chaque marché sera calculée sur la base du montant total mandaté pour le titulaire, durant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Le calcul se fera au terme de chaque exercice annuel de la façon suivante :

- Remise annuelle =  $(Ra \times Mt) - 5000 \text{ €}$  où Mt est le montant total HT payé sur une année civile.

Un titre de recette du montant de la remise sera émis au bénéfice des Hospices Civils de Lyon dans le 1er trimestre de l'année suivante.

#### **Exemple de calcul :**

Les Hospices Civils de Lyon ont établi qu'il a été payé à un candidat la somme de 150 000 € HT sur une année civile, sur le marché X et 90 000 € HT sur le marché Y. Il lui sera demandé :

- 2 500 € au titre du marché X (soit 5% de 150 000 € = 7500 € moins 5000 €)
- 0 € au titre du marché Y (5% de 90 000 € = 4500 € étant inférieur à 5000 €).

En d'autres termes, cette remise sera effectivement appliquée lorsque le titulaire aura réalisé un Chiffres d'Affaires supérieur à 100 000 € Hors Taxe sur l'année.

### 3.4. Modalités de règlement des comptes - Facturation

L'ensemble des demandes de paiement passeront par le portail CHORUS PRO selon 2 cas :

- Gestion interne HCL : Siret HCL 266 900 273 000
- Maître d'œuvre externe : Siret du maître d'œuvre

Les demandes de paiement parvenant à une autre adresse seront retournées à l'envoyeur sans engager de délai de paiement.

Seuls pourront être payés les travaux ayant fait l'objet d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.

Les factures seront adressées au plus tard dans les 30 jours suivant la fin des travaux.

Pour les travaux terminés au 31 décembre de l'année en cours, les factures seront obligatoirement produites avant le 30 janvier de l'année suivante.

Les documents « Facturation HCL » joints en annexe 4 et 4 bis au présent CCAP précisent l'intégralité des modalités de facturation des HCL, et notamment la liste des codes SGL indispensables pour l'enregistrement de la demande de paiement.

#### **Cas n°1 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par les Hospices Civils de Lyon – Direction des affaires technique (DAT)**

Les demandes de paiement sont envoyées en un exemplaire via CHORUS PRO au Siret des Hospices CIVILS de LYON : 266 900 273 000 19.

#### **Cas n°2 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par les Hospices Civils de Lyon – Direction des affaires Domaniales (DAD)**

Les demandes de paiement sont envoyées en un exemplaire via CHORUS PRO au Siret des Hospices CIVILS de LYON : 266 900 273 000 19.

En parallèle, les éléments suivants devront être envoyés à l'adresse DAD.COMPTA@chu-lyon.fr :

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	9 / 24
---------	--------	--	----------	------	--------

- Un exemplaire de la facture,
- Le devis initial le cas échéant ou l'offre de prix du titulaire validée par le technicien HCL, ainsi que les justificatifs des travaux non prévus au bordereau,
- Les devis,
- Le bon de commande et attestation de TVA,
- Le bon d'intervention ou décision de réception.

(Cette liste est modifiable à tout moment à l'initiative des HCL.)

Chaque bon de commande comporte une partie à remplir appelée « Bon d'intervention ».

Le bon d'intervention reprend le n° du bon de commande, le nom et le numéro de marché de l'entreprise.

Il doit être rempli, lisiblement, lors de l'intervention. Les renseignements suivants doivent obligatoirement y figurer :

- Date de l'intervention
- Heure d'arrivée
- Heure de départ
- Qualité de la personne attestant de la réalité de l'intervention (locataire, gardien ou technicien)
- Nom et signature de cette personne.

Ce bon d'intervention doit être complété par un rapport, dont la forme est laissée à l'appréciation de l'entreprise, détaillant les prestations réalisées, les types précis des matériels mis en oeuvre.

Ces documents, ainsi que l'original du bon de commande transmis à l'entreprise, doivent impérativement être transmis avec la facture.

En cas de défaut de transmission du bon d'intervention complet, la facture sera systématiquement retournée à l'entreprise.

### **Cas n°3 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par une maîtrise d'œuvre externe aux HCL**

Lors de la commande, les HCL préciseront le nom du maître d'œuvre qui suivra les travaux et validera la facturation.

Les demandes de paiement devront être adressées via CHORUS PRO au Siret du maître d'œuvre.

Le numéro SGL associé à la demande de paiement sera le SGL 64.

## **3.5. Variation des prix**

### **3.5.1. Type de variation des prix**

Les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés annuellement chaque 1<sup>er</sup> janvier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, puis au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, par application d'un coefficient.

Ce coefficient sera calculé à partir de la formule de révision de prix ci-après :

- **P =**  **$Po \times [0,25 + (0,75BT/BTo)]$**
- P = Prix unitaire révisé
- Po = Prix unitaire valeur M0
- BT = Valeur du dernier index connu à la date de révision
- BTo = Valeur de l'index au mois de référence M0.

Le coefficient ainsi calculé sera notifié au titulaire en début de chaque année. Ce certificat sera intégré aux pièces contractuelles du marché.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	10 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

Sur chaque bon de commande, devis ou facture de l'année, figureront les prix du BPU initial de l'accord-cadre et le coefficient validé pour l'année en cours qui sera systématiquement appliqué au montant de la facture hors taxes. Ce coefficient ne devra pas être appliqué sur le montant hors bordereau éventuel.

### 3.5.2. Index de référence

Les index de référence pour la variation des prix sont les suivants :

N° du Lot	Intitulé du lot	Index
1	Maçonnerie	BT01
2	CFO CFA	BT19a
3	Platerie Peinture	BT46
4	Menuiserie Agencement	BT47
5	Serrurerie	BT42

### 3.5.3. Mois de référence

Les prix unitaires des accords-cadres sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (M0). Il est précisé dans l'acte d'engagement.

### 3.5.4. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des sommes versés aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. (taux réduit et taux normal) en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le taux de TVA à appliquer sera transmis par le maître d'ouvrage lors de l'établissement du bon de commande.

## 3.6. Paiement des sous-traitants

### 3.6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions prévues aux articles 3.6.1 et suivants du CCAG Travaux.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés conformément à la législation en vigueur.

Est considéré comme sous-traitance, toute prestation réalisée par le personnel d'une société tiers pour le compte du titulaire dans les locaux et/ou sur les installations techniques du maître d'ouvrage. Les « mises en service » de matériels techniques réalisées par les industriels et fournisseurs du titulaire ne sont pas considérées comme de la sous-traitance mais partie intégrante de la fourniture même si cette mise en service est détaillée dans le devis et dans la facture.

### 3.6.2. Modalités de paiement direct

Les travaux exécutés par les sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial (DC4).

Le règlement des comptes des sous-traitants payés directement est effectué conformément à la législation en vigueur.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	11 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

Le maître d'œuvre est la personne désignée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour l'application de ces dispositions.

Le titulaire détaille dans sa facture les sommes à régler directement à ses sous-traitants par les HCL.

### **3.7. Délai de paiement**

Les modalités de calcul du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement chez le maître d'œuvre.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- Révision, modification des prix...

Et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux titulaires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

## **4. Délai d'exécution - Pénalités**

Pour l'application de ces dispositions, il est dérogé aux articles 19.1.1, 19.1.2, 19.1.3, et 19.1.4 du CCAG travaux.

Voir article 10 du C.C.T.C.

Voir article 21 du C.C.T.C. Partie 2 : Travaux de rénovation/réhabilitation programmés

### **4.1. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots**

Le délai fixé par le bon de commande initial pourra être prolongé par un nouveau bon de commande, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG.

### **4.2. Demande d'intervention– Disponibilité – Horaires de travail**

Voir article 11 du C.C.T.C.

### **4.3. Disponibilité hors heures ouvrées**

Voir article 11.2 du CCTC.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	12 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

#### 4.4. Pénalités

Par dérogation aux articles 20.1 et 20.3 du CCAG, les montants des pénalités sont fixés comme suit :

Causes	Effets
Retard de plus d'1/2 heure de l'entrepreneur à une réunion à laquelle il a été convoqué	100 € net de taxes
Absence de l'entrepreneur à une réunion à laquelle il a été convoqué	100 € net de taxes par absence
Retard de réception du devis du titulaire suite à une sollicitation du maître d'ouvrage. Cette pénalité ne sera appliquée qu'au cas où la remise du devis est suivie d'une commande à ce sujet.	20 € net de taxes par jour de retard. Pénalité plafonnée à 20 % du montant du devis.
Remise de tous documents	300 € net de taxes par document et par semaine
Retard de l'entrepreneur sur le délai d'exécution des travaux. Retenue provisoire pour retard de l'entrepreneur dans l'exécution des tâches figurant dans le planning détaillé, quel que soit l'impact sur le délai final. Cette pénalité deviendra définitive si le retard en question n'a pas été rattrapé par l'Entrepreneur ; si le retard particulier, bien qu'ayant été rattrapé, a perturbé la bonne marche du chantier, entraînant un retard sur le délai global et la date de réception du projet. Les travaux sur bon de commandes sont essentiellement réalisés en site occupé et nécessite une planification souvent difficile à respecter. Aussi les pénalités de retard ne seront appliquées que sur décision express du maître d'ouvrage ou de son représentant.	Réalisation des travaux : 1% du montant des travaux, par jour calendaire avec un minimum de 50€/jour calendaire et un maximum fixé à 20 % du montant du bon de commande Levée des réserves : 0,5% du montant des travaux par jour calendaire avec un minimum de 50€/jour calendaire
En cas de retard de réception de la facture, une pénalité nette de taxe pourra être appliquée selon les modalités suivantes :	Pénalité nette de taxes par semaine fixée au plus élevé des montants entre 3% du montant de la facture et 10 € Pénalité plafonnée à 10 % du montant HT de la facture.
Contenu de la facture : lorsqu'il existe une distorsion entre la réalité de l'exécution de travaux et leur facturation, que ce soit dans le choix des articles ou dans les quantités facturées, une pénalité pourra être appliquée	50 € HT à chaque erreur
Constat par le maître d'œuvre d'un défaut de nettoyage ou de gestion des déchets de chantier afférents à chaque entreprise	300 € net de taxes par constat
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	300 € net de taxes par jour calendaire

Causes	Effets
Non déclaration du sous-traitant	50€ net de taxes par jour de présence et par employé d'un sous-traitant non déclaré
Pénalités pour défaut de gestion des déchets - Chaque fois qu'il est constaté que le rythme de rotation et/ou que le délai d'enlèvement des moyens de stockage (bennes, big-bags, etc.) ne sont pas satisfaisants. Cette pénalité s'appliquera à compter de la constatation de la faute par le maître d'œuvre et ce jusqu'à validation par le maître d'œuvre des mesures nécessaires prises par l'entreprise pour remédier au défaut - Défaut de traçabilité des déchets	Le montant de la pénalité est fixé à 150 € net de taxes par jour calendaire  - le montant de la pénalité est fixé à 150 € net de taxes par infraction constatée
Lutte contre le travail dissimulé : Une pénalité peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail	Le montant de cette pénalité est égal à 10% du montant du chiffre d'affaires annuel précédent, sans excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail

Les montants des pénalités sont nets de taxe.

## 5. Clauses de financement et de sureté - Résiliation

### 5.1. Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

### 5.2. Avances

Une avance sur bon de commande pourra être accordée conformément à la législation en vigueur.

### 5.3. Résiliation

Les accords-cadres peuvent être résiliés conformément à l'article 46 du CCAG travaux.

#### 5.3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG Travaux, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. A cet effet, le titulaire doit présenter une demande écrite, accompagnée de toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité, dans un délai de 15 jours après la notification de résiliation du marché. Passé ce délai, toute demande d'indemnité est irrecevable.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	14 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

### 5.3.2. Mesures coercitives

Par dérogation aux dispositions de l'article 48.3 du CCAG, la poursuite des travaux peut, sur simple décision du maître de l'ouvrage, être remplacée par une exécution des prestations par une entreprise tierce, aux frais et risques du titulaire défaillant. Cette exécution peut n'être que partielle et n'implique pas nécessairement la résiliation du marché correspondant.

## 6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Voir article 12 du C.C.T.C.

## 7. Implantation des ouvrages

Certaines prestations nécessiteront l'implantation d'ouvrages (cloisons, doublages, sanitaires, chauffage).

Le titulaire du lot devra réaliser l'implantation de ses ouvrages, cette intervention étant incluse dans les prix unitaires.

Le titulaire devra faire valider par le Maître d'œuvre l'implantation de ces ouvrages.

Le titulaire, suivant la nature des travaux, pourra demander au Maître d'œuvre tout plan qu'il jugera nécessaire pour réaliser l'implantation de ses ouvrages.

## 8. Préparation, coordination et exécution des travaux

Voir article 13 du C.C.T.C.

### 8.1. Prise en compte de l'existant

Voir article 16.1 du CC.T.C.

### 8.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail – Documents techniques

Voir article 14.1 du C.C.T.C.

### 8.3. Accès au chantier – Approvisionnements

Voir article 14.2 du C.C.T.C.

### 8.4. Installation de chantier

Voir article 23 du C.C.T.C. Partie 2 : Travaux de rénovation/réhabilitation programmés

### 8.5. Dépose – évacuation de chantier

Voir article 2 du C.C.T.C.

### 8.6. Conditions particulières d'exécution des travaux

Voir article 16 du C.C.T.C.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	15 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

## 8.7. Travaux non prévus

Tous travaux imprévus exécutés sans ordre du Maître d'œuvre ne seront pas payés.

Les modifications prescrites par le Maître d'œuvre ne diminuent en rien la responsabilité de l'entreprise, si celle-ci n'a pas présenté en temps utile des objections écrites et motivées.

## 8.8. Dégâts

L'entreprise sera responsable de tous dégâts / détériorations / vols survenus sur le chantier pendant le cours des travaux qu'elle réalise, soit du fait de ses ouvriers, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier.

Dans le cas de plusieurs entreprises, et dans l'hypothèse où l'auteur du dégât ou de la soustraction ne pourrait être connu, la réparation en serait supportée par les diverses entreprises ayant des ouvriers sur le chantier et au prorata du montant de leurs travaux.

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'entreprise demeurera responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et incorporés au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

## 8.9. Gestion des déchets de chantier

Voir article 2 du C.C.T.C.

### 8.9.1. Textes réglementaires de référence

Les entreprises devront se conformer aux principaux textes réglementaires en vigueur relatifs à la gestion des déchets, notamment à la loi du 15/07/1975, la loi 13/07/1992, le décret du 13/07/1994, la circulaire du 15/02/2000 et l'arrêté du 2/01/2002.

La loi du 13/07/1992 précise qu'à partir de juillet 2002, les centres de stockage des déchets ne pourront recevoir que des déchets ultimes.

Il est rappelé que l'enfouissement des déchets dans les tranchées, l'abandon des déchets dans la nature ou le brûlage des déchets peuvent entraîner des sanctions pénales et des amendes substantielles.

### 8.9.2. Classement des déchets

Les déchets sont classés en quatre grandes catégories :

- Déchets inertes,
- Déchets Industriel Banals,
- Déchets Dangereux,
- Déchets d'emballage.

**Les déchets inertes** pourront être transportés vers :

- Un Centre d'Enfouissement Technique de classe 3,
- Une carrière en réhabilitation,
- Un chantier de remblais,
- Une plate-forme de concassage.

**Les déchets industriels banals** pourront être transportés vers :

- Un Centre d'Enfouissement Technique de classe 2,

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	16 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------



- Une usine d'incinération d'ordures ménagères,
- Un centre de tri.

**Les déchets dangereux**, pourront être transportés vers :

- Un centre de regroupement,
- Une usine d'incinération de déchets industriels spéciaux,
- Un Centre d'Enfouissement Technique de classe 1, plus particulièrement pour l'amiante.

### **8.9.3. Transport des déchets**

Depuis le 1/1/1999, il est possible de transporter ses propres déchets.

Ce transport doit faire l'objet d'une déclaration en Préfecture, pour un chargement de :

- Plus de 100 Kg pour des déchets dangereux,
- Plus de 500 Kg pour des déchets non dangereux, à l'exclusion des déchets inertes.

Un transporteur doit être enregistré au registre des transporteurs et loueurs. Un contrat doit être établi entre l'entreprise et le transporteur.

### **8.9.4. Traçabilité des déchets**

Un bordereau de suivi des déchets sera établi pour chaque transport de déchets. Il mentionnera le type, la quantité et le lieu d'élimination des déchets.

Quatre types de bordereaux pourront être établis :

- Bordereau de suivi de déchets industriels (BDSI),
- Bordereau de suivi de déchets amiante (BDSA),
- Bordereau de suivi de déchets inertes et banals,
- Bordereau de suivi de déchets d'emballage.

### **8.9.5. Obligation du Maître d'Ouvrage**

Le Maître d'Ouvrage a obligation de :

- Valider et signer les Bordereaux de Suivi des Déchets (voir ci-après),
- Gérer et archiver les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) visés par l'éliminateur final.

Ces obligations seront assurées par le maître d'œuvre qui a notamment délégation de signature des BSD du maître d'ouvrage :

### **8.9.6. Obligation de l'entreprise**

L'entreprise doit dans le cadre des plans régionaux et départementaux, relatifs à l'élimination et la valorisation des déchets, en vigueur à la date de notification des travaux :

- Communiquer au maître d'ouvrage le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle de la bonne gestion des déchets (tri, transport et traitement),
- Séparer les quatre types de déchets suivants :
  - Déchets inertes,
  - Déchets industriel banals,
  - Déchets Dangereux,
  - Déchets d'emballage.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	17 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

- Stocker ces déchets dans des lieux DISTINCTS (bennes, big-bags hermétiques, fûts, etc.) suivant nécessité. La fourniture, le gardiennage, la manutention, la rotation des bennes, big-bags, etc. sont sous la stricte responsabilité de l'entreprise. A ce titre, elle devra mettre en place le personnel compétent nécessaire à la vérification du remplissage et au bon déroulement des rotations et enlèvement des bennes, big-bags etc.,
- Les évacuer du site en vue de leur élimination ou de leur valorisation,
- Établir des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) pour les quatre types de déchets mentionnés ci-dessus.

Le positionnement, les caractéristiques, et la signalétique (icônes facilement identifiables par tous) des lieux de stockage devront recevoir l'accord du Maître d'Ouvrage avant mise en place.

**L'ENTREPRENEUR S'ENGAGE A PARTICIPER A LA GESTION DES DECHETS SUIVANT LES SPECIFICATIONS CI-DESSUS.**

Tout manquement à ces engagements fera l'objet de pénalités prévues au présent CCAP.

## **8.10. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

Voir article 17 du C.C.T.C.

### **8.10.1. Identification des personnels du titulaire**

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des Hospices Civils de Lyon un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire du marché fournira à chacun de ses intervenants (employé ou sous-traitant) sur un site des HCL un badge contenant les informations suivantes :

- Nom et prénom de la personne ;
- Photo ;
- Raison sociale de l'entreprise ;
- Donneur d'ordre : Direction des Affaires Domaniales ;
- Date limite de validité du badge (maximum 1 an, à renouveler).

Ce badge sera porté de façon visible (sur le casque, avec un porte badge, avec un tour de cou ou autre) et systématiquement. En l'absence de badge, la personne concernée pourra être exclue du site ».

Outre l'application de cette disposition à ses propres intervenants, le titulaire a en charge le contrôle du respect de ces dispositions par les entreprises et leurs sous-traitants.

### **8.10.2. Prévention des risques**

L'entreprise est tenue de respecter strictement les mesures de sécurité édictées dans le Plan de Prévention ou dans le PGCSPPS et PPSPS.

Les actions potentielles à mettre en place sont incluses dans les prix unitaires.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	18 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

### **8.10.3. Opérations soumises aux dispositions du décret N° 92-158 du 20 février 1992**

Les entreprises devront prendre toutes les précautions et mesures nécessaires afin d'éviter tout accident dont elles demeureront entièrement et absolument responsables en complément de l'article 35 du CCAG.

### **8.10.4. Coordination générale des mesures de prévention**

Les Hospices Civils de Lyon :

- Assureront la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans leurs sites ;
- Pourront s'assurer, auprès des salariés des entreprises extérieures et de leurs sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le plan de prévention de l'opération ;
- Se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le prestataire, des dispositions nécessaires.

### **8.10.5. Obligations à respecter pendant la durée du marché**

L'entrepreneur s'engage à respecter pendant la durée de son marché les obligations essentielles suivantes :

- Informer les Hospices Civils de Lyon sur les modalités d'engagement de la prestation,
- Participer, avec ses sous-traitants, à l'inspection préalable commune qui se déroulera avant le début de la première intervention. L'entreprise et ses sous-traitants auront au préalable informé leurs CHSCT de la date de l'inspection préalable commune (IPC). Cette IPC a pour objectif d'analyser préalablement les risques liés aux interventions, et de définir conjointement les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties. Les dispositions pratiques (date, lieux,) seront définies ultérieurement pour et par chaque site concerné dans un document spécifique.
- Rédiger à l'issue de l'IPC, un Plan de Prévention (P.d.P.) formalisant les mesures de sécurité retenues. L'intervention ne pourra débuter que lorsque les différentes parties auront signé ce Plan de Prévention,
- Tenir le plan de prévention à disposition de son CHSCT, de la Médecine du travail et de l'Inspection du travail,
- Présenter et expliquer le plan de prévention aux personnels impliqués par les travaux,
- Signaler aux Hospices Civils de Lyon :
  - Les améliorations possibles concernant la coordination des mesures de prévention,
  - Le recours à de nouveaux sous-traitants en cours de travaux.
- Prendre toutes les mesures pour limiter les nuisances acoustiques des matériels utilisés sur les chantiers de travaux publics ou non selon la réglementation en vigueur à la date de signature du marché (utilisation de matériels de chantier homologués générateurs de nuisances sonores faibles, insonorisation des engins de chantier bruyants selon les critères acoustiques de l'homologation citée ci avant).
- Demander un permis feu.

L'Inspection Préalable Commune permettra de définir les dispositions de sécurité applicables notamment pour " le montage et/ou la mise en service de tout ou partie d'équipements livrés " ou pour " la livraison de fournitures de biens consommables et/ou d'équipement ".

Les objectifs sont de définir :

- Les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties après analyse des risques liés au montage et/ou à la mise en service des équipements. Si l'opération de mise en service ne peut se dérouler en présence permanente du responsable représentant l'entreprise, l'inspection sera

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	19 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

suivie par la rédaction et le visa par les différentes parties, d'un Plan de Prévention Simplifié formalisant les mesures de sécurité retenues,

- Les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties après analyse des risques liés à la circulation et au déchargement. Cette analyse des risques et ces mesures de sécurité seront consignées dans un document écrit dit "Protocole de Sécurité" remplaçant le Plan de Prévention. Dans le cas d'une livraison confiée à un transporteur, l'entreprise communiquera ces dispositions à ce transporteur.

Les établissements informeront l'entreprise d'éventuelles évolutions des risques spécifiques sur leur site entraînant de nouvelles dispositions (plan de circulation...), dès qu'ils en auront connaissance.

#### **8.10.6. Opérations soumises aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets et arrêtés d'application**

Rappel des principales obligations de l'entrepreneur :

##### **Obligations communes à toutes catégories d'opérations (catégorie 1, 2 ou 3)**

L'entrepreneur est tenu de respecter et de faire respecter par ses sous-traitants les principes généraux de prévention des risques résultant de l'interférence des activités des différents intervenants.

L'entrepreneur participe à l'inspection préalable commune du chantier et assure l'application des mesures de coordination définies à l'issue de cette inspection.

L'entrepreneur vise le registre journal de la coordination. À tout moment où du personnel de l'entreprise sera présent sur le chantier, une personne devra être habilitée à signer le registre journal. A défaut d'habilitation explicite, le registre journal sera visé par le membre de l'entreprise le plus âgé dans le grade le plus élevé.

Dans le cas où l'entreprise interviendrait sur un chantier existant, elle devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'intégrer au plan de prévention existant (PGC ou PPSPS voir ci-après).

##### **Obligations spécifiques aux opérations de catégorie 1 ou 2 ou 3 (travaux à risques suivant liste définie par Décret).**

- Plan général de coordination (PGC) ou Plan Général de Coordination Simplifié : En cas de sous-traitance, l'entrepreneur principal est tenu de fournir à chacun de ses sous-traitants un exemplaire du plan général de coordination, ainsi que, le cas échéant, des mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.
- Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) : En application du code du travail, l'entrepreneur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de début des travaux prévue par bon de commande pour établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé et le transmettre au coordonnateur de sécurité. En cas de rejet motivé du PPSPS par le coordonnateur de sécurité, ce délai de 30 jours inclut le délai supplémentaire nécessaire aux modifications et compléments apportés au plan.

Le **coordonnateur de sécurité** consigne dans le registre journal la date de remise du PPSPS validé.

Les travaux ne pouvant commencer qu'après la remise du PPSPS, cette date servira de base au calcul éventuel des pénalités de retard.

Les dispositions relatives au PPSPS sont applicables aux entreprises sous-traitantes et doivent être prévues dans les contrats de sous-traitance.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	20 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

## Obligations spécifiques aux opérations de catégorie 1 uniquement

L'entrepreneur est tenu de participer au Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) qui est constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux, dans les conditions prévues par le décret 95-543 du 4 mai 1995. Ce collège est présidé par le coordonnateur de sécurité.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur principal est tenu de communiquer à chacun de ses sous-traitants le règlement du collège, ou son projet si le règlement n'a pas encore été adopté lors de la passation du contrat de sous-traitance.

L'obligation de participer au CISSCT concerne également les entreprises sous-traitantes, et doit être mentionnée dans les contrats de sous-traitance (DC4).

## 9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

### 9.1. Essais et contrôles des ouvrages

Le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter des vérifications qualitatives des matériaux et produits et des essais sur épreuves conformément à l'article 24 du CCAG.

Voir article 18 du C.C.T.C.

#### 9.1.1. Réception non formalisée

Par dérogation aux articles 41.1, 41.1.1, 41.1.2, 41.1.3, 41.2 et 41.3, la réception est considérée comme prononcée à la date d'achèvement des travaux. Cette date d'achèvement des travaux doit être mentionnée explicitement et notée comme telle sur la facture, à côté du visa « service fait ».

Ainsi, il sera apposé sur la facture les deux mentions suivantes :

- La mention « service fait » avec le visa du représentant du pouvoir adjudicateur,
- La mention « travaux achevés le XX/XX/XX ».

La date d'effet de la réception, constituant le point de départ des garanties légales et contractuelles est alors cette date d'achèvement des travaux mentionnée sur la facture.

#### 9.1.2. Réception formalisée

Les travaux feront l'objet d'une réception formalisée, conformément aux articles 41 et 42 du CCAG travaux dans les cas suivants :

- Lorsque le bon de commande le spécifie
- Lorsque les travaux réalisés relèvent de la garantie décennale.

### 9.2. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Compte tenu du caractère des travaux, les ouvrages sont mis à disposition du Maître d'Ouvrage dès leur achèvement.

### 9.3. Documents fournis après exécution

Voir article 2 du C.C.T.C.

L'entreprise fournira les documents techniques et, suivant les cas, les plans des ouvrages exécutés.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	21 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

En fonction de la nature des équipements installés et des travaux effectués, le titulaire devra fournir, sur demande du maître d'œuvre, les PV d'essais, les copies de certificats CE, les notices techniques, les préconisations constructeurs... et tout document contribuant à justifier la qualité des produits et à définir le fonctionnement des matériels installés (voir également article 6.2 du présent CCAP).

Le titulaire fournira le carnet de maintenance valable pendant la période de garantie et définissant les interventions et leurs limites à mettre en œuvre par les HCL dans le cadre de la maintenance des équipements.

#### **9.4. Garanties contractuelles :**

Le délai de garantie est fixé à 12 (douze) mois, sauf garantie constructeur supérieure. Dans ce cas c'est la garantie du constructeur qui s'applique.

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Travaux sont applicables.

### **10. REUNIONS DE SUIVI**

L'acheteur famille en lien avec le marché organisera une ou plusieurs fois par an (selon les marchés) une réunion de suivi du marché avec la Direction des Affaires Techniques. Il pourra déclencher des réunions complémentaires selon le besoin.

**Ces réunions auront un caractère obligatoire** sous peine de pénalités.

Ces réunions périodiques auront notamment pour objet :

- De faire un point d'avancement sur les conditions d'exécution du marché (notamment application des rabais)
- De faire l'analyse des bons de commande (récupération des statistiques de commande par quantité et par article)
- De faire le point sur la passation d'avenants (mise à jour des BPU, de catalogue...)
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail, de la qualité de la prestation
- D'évaluer le prestataire en place

Le titulaire fera parvenir à l'acheteur 1 semaine avant la réunion l'analyse des bons de commande et le montant cumulé des factures.

De plus le titulaire transmettra OBLIGATOIREMENT au Maître d'Ouvrage un état annuel de ses factures afin de :

- D'effectuer un suivi de l'état des factures,
- De calculer la Remise Ra sur chiffre d'affaires annuel ;

Cet état devra être produit 15 jours ouvrés au plus tard après l'échéance annuelle.

Il devra, par ailleurs, présenter les indications suivantes :

- Numéro de marché
- Liste des bons de commande émis pour ce marché en indiquant leur numéro
- Liste des factures associées (date – numéro – montant HT et TTC)
- Montant cumulé HT et TTC des factures par marché.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	22 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

## 11. ASSURANCES

### 11.1. Responsabilité civile

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés aux Hospices Civils de Lyon ou à des tiers.

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs (pertes financières HCL notamment).

### 11.2. Responsabilité décennale

Pour les travaux entrant dans le champ de la garantie décennale, le titulaire, ou le cas échéant chaque cotraitant, remettra au maître d'ouvrage une attestation d'assurance "responsabilité décennale" comportant la garantie de tous les risques définis tant par la loi n°78/12 du 4 janvier 1978 que par les articles 1792, 1792.1, 1792.2 et 1792.3. et 2270 du code civil.

Cette attestation précise la nature des activités garanties, et est établie sur papier en-tête de la Compagnie d'Assurance. Elle est valable à la date réglementaire d'ouverture de chantier (date communiquée par le maître de l'ouvrage et qui correspond à l'ouverture du chantier)

Il est précisé que le maître d'ouvrage ne souscrit pas de police dommages ouvrages.

En cas de manquement à ces exigences le maître d'ouvrage pourra résilier le marché.

## 12. CLAUSE SOCIALE

Sans objet

## 13. RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché décrits à l'article 50.1 du CCAG-TRAVAUX,
- Soit du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire décrit à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX
- Soit pour faute du titulaire :
  - o dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX ;
  - o en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
  - o en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 5.3 – *dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Par dérogation à l'article 50.3.2., cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

En dehors des cas visés à l'article 50.2 du CCAG-Travaux, aucune indemnité n'est accordée au titulaire dans les cas de résiliation susvisés.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	23 / 24
---------	--------	--	----------	------	---------

Le maitre d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation aux articles 49.1 et 50.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

DA- HCL	DATEPT	AC travaux T25_4003 Hôpital Renée Sabran	C.C.A. P	Page	24 / 24
---------	--------	---	----------	------	---------